

Impayable, le revenu universel ? « C'est la pauvreté qui coûte cher ! »

Rutger Bregman a publié un essai qui suscite de l'engouement dans le monde entier. Il plaide pour l'instauration d'un revenu universel et une réduction drastique du temps de travail.

ENTRETIEN

La véritable crise de notre temps n'est pas que nous n'avons pas la vie facile ou qu'elle risque de devenir plus dure. Non, la véritable crise, c'est que nous n'avons rien de mieux à proposer. » Et si la clé pour comprendre la crise de nos démocraties résidait dans cette formule ? Son auteur, l'historien néerlandais Rutger Bregman, a publié un ouvrage dont le succès va croissant. Son titre : « Utopies réalistes ». Paru en 2016, il a déjà été traduit dans 17 langues et figure en tête des meilleures ventes dans plusieurs pays. La traduction française vient de paraître au Seuil.

À contre-courant de la conception dominante qui réifie le travail, le salut de nos sociétés, dit-il, passe par l'instauration d'un

revenu de base universel et la réduction collective du temps de travail. Car on l'a un peu oublié, poursuit-il, mais jusqu'aux années 80, et la prise de pouvoir de Reagan et Thatcher, c'était même l'horizon du capitalisme : la technique libérerait du temps pour s'occuper des choses qui nous importent vraiment. L'auteur en fait les nouveaux horizons collectifs à viser pour soigner nos crises

sociales : les dépressions – première cause de maladie dans le monde d'ici 2030, estime l'OMS – et les burn-out ont explosé ces dernières années ; et la pauvreté, qui subsiste alors que nous n'avons jamais été aussi riches et que nous avons les moyens financiers pour la faire disparaître. « Nous devons pour cela repenser complètement notre façon d'envisager ce qu'est le travail. »

Rutger Bregman ne se contente pas d'un plaidoyer pro allocation universelle. Il appuie son argumentation sur de nombreuses données scientifiques et expériences menées en la matière. Et il y en a davantage que l'on peut communément le penser (lire ci-contre). C'est en changeant de logiciel, dit-il, qu'on pourra « débloquer l'avenir ».

On n'a jamais été aussi riches, mais on n'a jamais été aussi perdus. C'est le constat de départ de votre livre. Sans utopies, nous sommes au point mort ?

Face à une montagne, il y a deux attitudes possibles : regarder le prochain sommet à gravir ou regarder en bas. Le monde occidental a adopté cette seconde attitude. On est devenu

très anxieux. C'est le signe que nous avons besoin de nouvelles utopies. Il y a une bataille politique pour certains concepts comme la liberté, l'efficacité, le progrès, l'innovation. Ces idées étaient jusqu'il y a peu associées à la gauche. Aujourd'hui, on associe ces idées à la droite, qui a détourné ces concepts, tandis que la gauche a commencé à être contre : contre le progrès, contre la croissance, etc. Il faut trouver de nouveaux horizons positifs, pour que le progrès soit à nouveau synonyme d'espoir. C'est ce que peut incarner l'idée d'un revenu universel. Il peut rendre de la liberté aux gens, leur rendre le contrôle de leur vie, rendre l'Etat social plus efficace en éradiquant la pauvreté. Ce serait abandonner le langage paternaliste « oh les pauvres petites gens, on doit avoir pitié d'eux » et adopter un langage de progrès. Les gens n'aiment pas qu'on les prenne en pitié.

Deux critiques principales sont opposées à cette idée : c'est impayable et ça signerait la fin de l'Etat social ; ça pousserai les gens à l'oisiveté. Que répondez-vous ?

Les gens vont arrêter de travailler et devenir paresseux ? Mais regardons les preuves scientifiques. Il ne s'agit pas d'idéologie, de fantaisie ou juste de théorie. Il y a eu par le passé un tas d'expériences qui discréditent cette théorie de l'oisiveté généralisée : elles montrent que donner un revenu de base à tout le monde fonctionne très bien. Les gens veulent faire quelque chose de leur vie. Ils ne deviennent pas massivement paresseux. L'argent gratuit, ça marche !

On n'a pas les moyens de financer un tel système ? Ce qu'on n'a vraiment pas moyen de se payer, c'est la pauvreté ! Elle coûte beaucoup trop cher : en dépenses de santé, d'éducation, en taux de criminalité, etc. Nous devons complètement l'éradiquer et investir dans la capacité des gens à contribuer à la richesse collective. On n'a pas les moyens non plus de se permettre qu'un tiers des gens qui ont un travail le trouvent inutile, estiment qu'il n'apporte rien à la société. Une personne sur trois ! Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais des études menées dans différents pays européens. De professeurs à ingé-